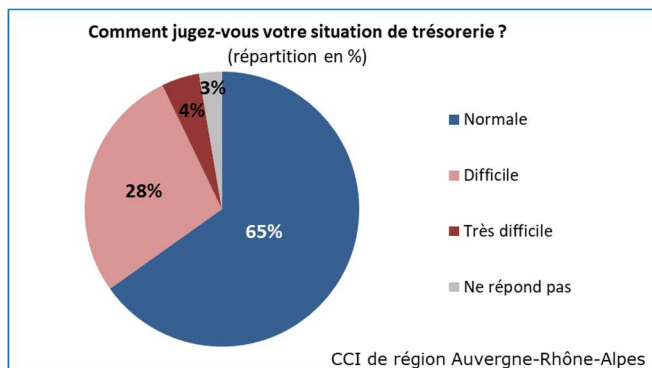
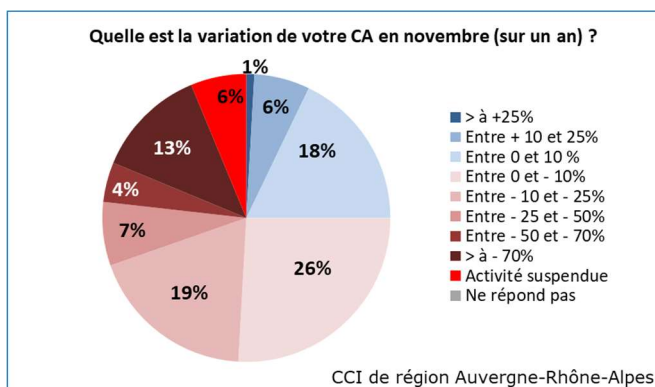


Observatoire économique Crise COVID-19

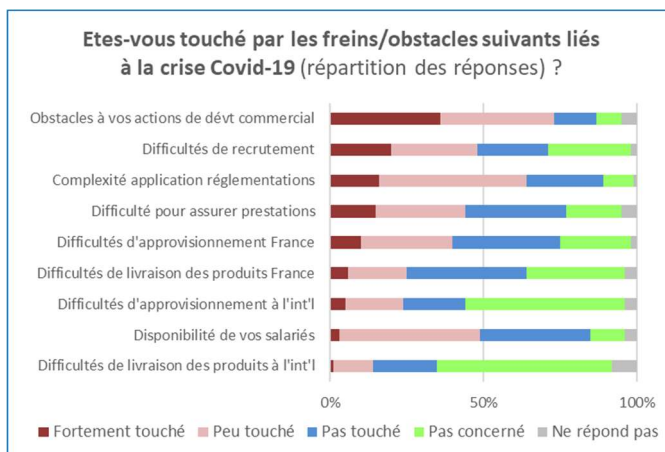
Cette note analyse les réponses de **112 dirigeants d'entreprises, membres élus des CCI d'Auvergne-Rhône-Alpes**, à une enquête sur les conséquences économiques de la crise Covid-19. 45 dirigent une entreprise industrielle, 37 sont des prestataires de services et 30 des commerçants. L'enquête a été menée du **1^{er} au 7 décembre 2020**.

Le bilan de novembre en termes de chiffre d'affaires traduit **l'impact du 2^e confinement** sur l'ensemble du mois. La part des entreprises avec un chiffre d'affaires en hausse recule de 4 points en un mois à 25 %. Ce bilan est moins défavorable dans l'industrie (38 % des entreprises en hausse). Tous secteurs confondus, ce sont donc **¼ des entreprises qui sont en recul de chiffre d'affaires** sur un an. Autre indication de l'impact économique : pour 19 % des répondants, le recul du chiffre d'affaires est supérieur à 70 % par rapport à novembre 2019, y compris les entreprises sans chiffre d'affaires pour cause de suspension d'activité. Plus de 1/3 des commerces sont concernés par ce recul du chiffre d'affaires supérieur à 70 %.



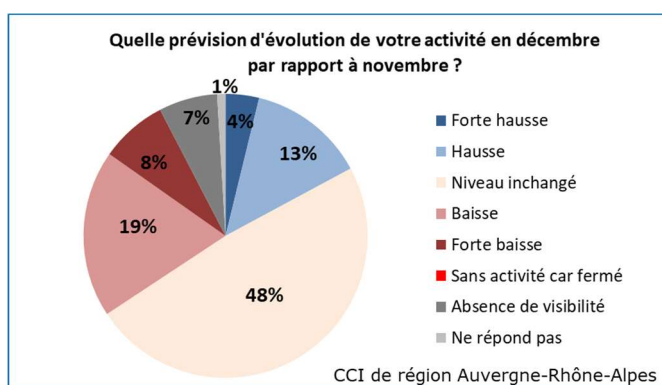
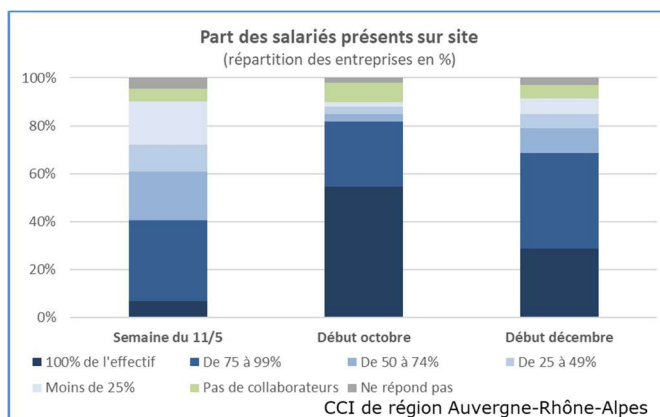
Début décembre, soit après la réouverture des commerces dits « non essentiels », tous secteurs confondus, il y a **toujours 1/3 des entreprises avec des difficultés de trésorerie**. Les entreprises en situation très difficile sont toutefois un peu moins nombreuses. Les difficultés sont deux fois plus fréquentes dans le tertiaire que dans l'industrie. Comme le mois dernier, c'est dans les services que la part des entreprises en difficulté est la plus élevée. Pour quasiment toutes les entreprises, **l'insuffisance du chiffre d'affaires** est une cause de difficultés. Dans l'industrie, les impayés sont la 2^e cause la plus citée. Dans les services, c'est l'allongement des délais de règlement des clients.

La **plupart des freins** sont un peu moins cités début décembre qu'ils ne l'étaient début novembre. **L'obstacle au développement commercial** est toujours celui qui touche le plus fortement les entreprises (36 %). Les **difficultés de recrutement** sont toujours présentes, notamment dans l'industrie. En revanche, les problèmes de disponibilité des salariés sont globalement moins intenses, l'industrie étant là aussi plus concernée. Les **problèmes d'approvisionnement** restent relativement peu cités, mais à la différence des autres freins, ils progressent un peu. 10 % des entreprises sont ainsi fortement touchées par des difficultés d'approvisionnement en France.



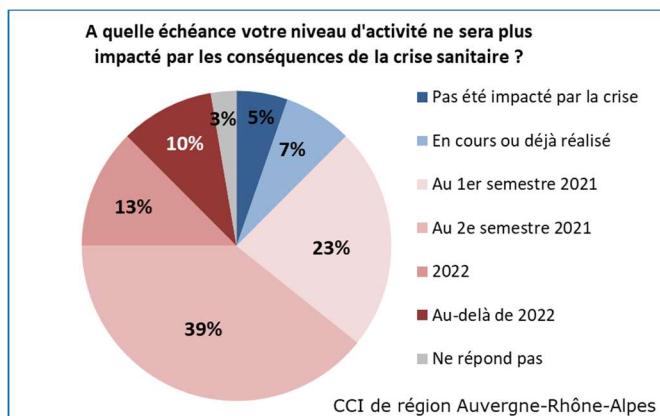


La présence des salariés sur leur site habituel d'activité a un peu évolué par rapport à début novembre. Tous secteurs confondus, 69 % des entreprises répondantes ont au moins 75 % de leur effectif présent sur site (soit + 15 points). Ce niveau reste toutefois nettement moins important que début octobre. Dans les services, la proportion descend à 52 %. En réponse à une question ouverte sur les orientations à retenir au moment de la sortie du télétravail systématique, les chefs d'entreprise demandent aux autorités de **leur faire confiance pour gérer la situation au mieux des intérêts des salariés**. Ils évoquent aussi une **période de transition** mixant jours en présentiel et jours en télétravail.



Les **anticipations pour l'activité du mois de décembre apparaissent encore bien moroses**, avec une entreprise sur deux qui s'attend à un niveau inchangé par rapport au mois de novembre. Les autres entreprises sont un peu plus nombreuses à anticiper une baisse d'activité qu'une hausse. L'industrie s'inscrit dans cette tendance générale. **Dans le commerce, les avis sont partagés**. Interrogés sur leur perception de la consommation des ménages depuis la réouverture des commerces dits « non essentiels », les répondants se partagent entre une consommation plutôt soutenue et une consommation plutôt peu soutenue. Les perspectives d'activité des commerces sont aussi assez différenciées, avec un manque de visibilité.

Pour ce qui est des perspectives de sortie de crise, les entreprises sont un peu plus nombreuses à répondre qu'il y a deux mois, mais **ces perspectives sont un peu reportées**. 12 % des entreprises se disent toujours non impactées par la crise sanitaire ou tirées d'affaires, soit une proportion qui ne s'est donc pas accrue en deux mois. Les entreprises qui s'attendaient à retrouver un niveau d'activité normal en fin d'année 2020 semblent avoir **décalé leur prévision à 2021**. Il y a aussi un peu plus d'entreprises qui visent une sortie de crise en 2022 ou après : 10 % des entreprises s'attendent à être impactées pendant encore au moins deux années.



Interrogés via une question ouverte sur les **conditions pour favoriser un redressement de l'économie à partir de janvier**, les répondants expriment leurs **espoirs quant à l'arrivée des vaccins** et leur **attente forte d'un déconfinement complet**. Il y a le besoin de **revoir l'ensemble de la clientèle** mais aussi la nécessité de **lever tous les freins qui demeurent dans les relations inter-entreprises**, ce qui ralentit les affaires. **L'investissement public est aussi attendu** avec une mise en œuvre rapide et concrète des projets.

La **préoccupation de l'emploi** est présente, pour prolonger si nécessaire les mesures permettant de conserver les compétences, mais aussi pour trouver la souplesse permettant d'accompagner le redémarrage de l'activité. Le besoin de retrouver la **mobilité à l'étranger** est aussi exprimé pour mener à bien les projets de développement à l'international.

La CCI de région Auvergne-Rhône-Alpes remercie les membres élus des CCI pour le temps consacré à l'enquête alors qu'ils sont mobilisés pour permettre à leur entreprise de faire face à la situation et qu'ils sont engagés auprès du tissu d'entreprises de leur territoire.